

**PRÉFET
DE LA LOIRE**Liberté
Égalité
FraternitéVu
18/03**Direction départementale
de la protection des populations**
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°66-DDPP-25 relatif à l'exploitation de
l'installation de collecte, transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et de transit,
regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux exploitée par la société SECAF
CHAMFRAY située au 115 chemin des Grépilles à Vougy (42720)**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/05/21 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traite-

ment de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/05/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Alexandre ROCHATTE en qualité de préfet du département de la Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 22 février 2022 portant nomination de M. Dominique SCHUFFENECKER en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Loire, sous-préfet de Saint-Etienne ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne pour la période 2023-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13/07/2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Étienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) pour la période 2021-2027 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) créé par la loi du 07 août 2015 ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 17 décembre 2013 antérieurement délivré à la société SECAF CHAMFRAY pour l'exploitation d'une unité de collecte et tri d'ordures ménagères et déchets non dangereux et d'une déchetterie professionnelle sur le territoire de la commune de Vougy ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 04 juillet 2014 antérieurement délivré à la société SECAF CHAMFRAY pour l'exploitation d'une unité de tri et regroupement de déchets dangereux tels que piles, amiante et huiles usagées sur le territoire de la commune de Vougy ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 20 mai 2015 antérieurement délivré à la société SECAF CHAMFRAY pour l'exploitation d'une installation de regroupement ou tri de déchets non dangereux et non inertes sur le territoire de la commune de Vougy ;

Vu la demande du 02 août 2023, présentée par la société SECAF CHAMFRAY, dont le siège social est situé au 115, chemin des Grépilles – 42720 VOUGY, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de collecte, transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux située au 115 chemin des Grépilles – 42720 VOUGY ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant au dossier en date du 15 février 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 13 avril 2023 ;

Vu la décision en date du 02 mai 2024 de la Présidente du tribunal administratif de Lyon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°40-2024 en date du 23 mai 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 16 jours du 18 juin 2024 au 03 juillet 2024 inclus sur le territoire des communes de Vougy, Mably, Perreux, Roanne et au sein de la communauté de communes de Charlieu-Belmont ;

Vu la décision du commissaire enquêteur en date du 03 juillet 2024 de prolonger l'enquête publique d'une période de 15 jours soit jusqu'au 17 juillet 2024 conformément à l'article L 123-9 du code de l'environnement ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
Vu la publication en date des 31 mai 2024 et 21 juin 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;
Vu les registres d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Vougy, Mably, Roanne et du conseil communautaire de Charlieu-Belmont ;
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
Vu le rapport et les propositions en date du 19 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;
Vu l'avis en date du 4 février 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;
Vu le projet d'arrêté porté le 12 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;
Vu les observations du pétitionnaire en date du 08 novembre 2024 sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des compléments à son projet initial permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SECAF CHAMFRAY (SIRET : 35045866700028), dont le siège social est situé au 115, chemin des Grépilles, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Vougy, au 115 chemin des Grépilles (coordonnées Lambert 93 X = 786533 et Y = 6554102), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrales suivantes sur la commune de Vougy :

Section	N°	Superficie (m ²)
C	1480	8029
C	1481	2152
C	1487	2760
C	1488	2225
C	1489	738
C	1490	1261
TOTAL		17 165 m²

Article 1.1.2 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Sauf dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations relevant des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791, 2260, et 1532.

CHAPITRE 1.2. Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Activité	Régime
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 a) Collecte de déchets dangereux	49 T dont 30 t d'amiante, 2 t de batteries et 17 t d'autres déchets dangereux (non cumulables avec la rubrique 2718)	A

Rubrique	Intitulé	Activité	Régime
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2- Collecte de déchets non dangereux	290 m ³	DC
2711-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 1 000 m ³	Volume maximal de DEEE susceptible d'être entreposé sur le site : 150 m ³ .	DC
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	450 m ²	D
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	3940 m ³	E
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2130 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1.	1400 m ³	E
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	49 T dont 30 t d'amiante, 2 t de batteries et 17 t d'autres déchets dangereux (non cumulables avec la rubrique 2710)	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2791	9 T/j	DC

Rubrique	Intitulé	Activité	Régime
2260-1	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels : Pour les activités relevant du travail mécanique	400 kW	D
1532-2	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues : 2- Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	1100 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations projetées relèvent du régime de la déclaration IOTA, mentionné au I de l'article L.214-3 du code de l'environnement, au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Intitulé	Valeur	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Périmètre ICPE de 1,5 ha	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4. Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité n'est pas déterminé.

Conformément à l'article R 512-39-2 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

Article 1.4.2 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE 1.5. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
-
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.6. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
 - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
 - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
 - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
 - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
 - prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.
- Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 1.7. Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 1.8. Contrôles réglementaires

Article 1.8.1 – Périodicité des contrôles

Type de contrôle	Périodicité
Analyses des eaux de ruissellement (T°, pH, conductivité, DBO5, DCO, MES)	Semestrielle
Analyses des eaux de ruissellement (As, Chrome hexavalent, métaux totaux, cyanures totaux, Indice phénol, hydrocarbures totaux, AOX, PCB, HAP, fluorures)	Annuelle
Contrôle des portiques de détection de radioactivité	Annuelle
Contrôle du radiamètre portatif	Annuelle
Contrôle des ponts bascule	Annuelle
Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie et de secours (extincteurs, trappes de désenfumage de l'atelier)	Annuelle
Installations électriques	Annuelle

Mesure de bruit	Dans les 6 mois suivant l'AP puis tous les 3 ans
Protection contre la foudre (uniquement sur le bâtiment presse)	Annuelle
Disconnecteurs	Annuelle

Article 1.8.2 – Rapport annuel d'exploitation

L'exploitant est tenu de produire chaque année un rapport de gestion du site, faisant la synthèse des différentes analyses et contrôles effectués régulièrement, ainsi que le suivi des déchets entrants et sortants. Ce rapport est transmis à l'inspection des Installations classées.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 2.1 – Propreté du site, lutte contre les envols et les poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sur une aire dédiée sont prévues en cas de besoin par l'exploitant,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci. Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

En cas de plainte, à la demande de l'inspection ou en cas d'activité fortement génératrice de poussières, l'exploitant devra prévoir la possibilité d'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs afin de limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 2.2 - Odeurs

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.

En cas de plainte ou à la demande de l'inspection, une mesure d'odeur pourra être demandée à l'exploitant. Le coût de cette mesure est supporté par celui-ci.

CHAPITRE 3.1. Prélèvements et consommation d'eau**Article 3.1.1 - Origine de l'eau**

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement	Volume	Usage
Réseau AEP	Vougy	42338	-	500 m ³ /an	Sanitaires, consommation humaine, nettoyage des locaux et des camions
Eaux pluviales (toiture)	-	-	-	2 cuves de 5 m ³	Aire de lavage

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 13 350 m².

Article 3.1.2 - Conception et gestion des prélèvements et points de rejets

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluée (voiries), eaux de toitures, eaux vannes et eaux d'extinction.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert II étendu)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu récepteur	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 737866.27 m Y : 2121726.41 m Altitude : 275.66 m	Eaux de voirie Eaux d'extinction	Bassin de rétention de 700 m ³ après passage par deux séparateurs à hydrocarbures puis décanteur particulaire	Milieu naturel	-
Pt N°2	X : 737899.45 m Y : 2121805.09 m Altitude : 276.39 m	Eaux de toiture	2 cuves de 5 m ³ puis bassin de rétention	Milieu naturel	-
Pt N°3	X : 737927.31 m Y : 2121756.45 m Altitude : 277,49m	Eaux usées	Micro-station d'épuration (curage annuel)	-	-

Article 3.1.3 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Le réseau d'adduction d'eau potable sur le site est munie de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un disconnecteur est présent sur le site à proximité du compteur d'eau. Il est équipé d'un clapet anti-retour permettant d'éviter le retour d'eaux sales dans le réseau d'adduction d'eau potable.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. En particulier, l'exploitant s'assure de la séparation des différents réseaux du site, afin d'éviter tout risque de pollution.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- les différents réseaux (eaux usées, eaux pluviales, eaux de toiture, bassin de régulation EP et confinement des eaux de sinistre)
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les

dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des équipements de gestion et de traitement des eaux (séparateur hydrocarbures, débourbeurs, décanteur et bassin de régulation des EP installations de traitement des eaux polluées) sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.1.4 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

CHAPITRE 3.2. Limitation des rejets

Article 3.2.1 - Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 : eaux de voirie

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : 173 m³/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg /L)
DBO5	1313	30
DCO	1314	125
MES	1305	35
Azote	1551	30
Phosphore	1350	10
Indice phénol	1440	0,3
Cyanures libres	1390	0,1
Plomb et ses composés	1382	0,1
Cuivre et ses composés	1392	0,15
Zinc et ses composés	1383	0,8
Nickel et ses composés	1386	0,2
Etain et ses composés	1380	2
Fer, aluminium et composés	7714	5
Cadmium et ses composés	1388	0,03
Manganèse et ses composés	1394	1
Mercure et ses composés	1387	0,03
Arsenic et ses composés	1369	0,03
Fluor et composés	1391	15
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	8095	15
COT	1841	45
Chrome hexavalent et composés	1371	0,05
Dichlorométhane	1168	0,1
AOX ou EOX	1106	1
5 HAP (Benzo(a)pyrène + benzo(b)pyrène + Benzo(k)fluoranthène + Benzo(g,h,i) + Indeno(1,2,3-cd)pyrène)	7088	0,03
Hydrocarbures totaux	7008	10

CHAPITRE 3.3. Surveillance des prélèvements et des rejets

Dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux du site, l'exploitant est tenu d'effectuer des contrôles réguliers sur les effluents de son site à la fréquence indiquée ci-dessous. En cas de plainte ou à la demande de l'inspection, des contrôles supplémentaires pourront être demandés à l'exploitant. Les frais inhérents à ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.3.1 - Fréquences de contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
pH Température DBO5 DCO MES Azote Phosphore Hydrocarbures totaux	Ponctuel	Semestrielle	Semestrielle
COT Chrome hexavalent et composés Arsenic Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) Cyanures totaux Indice phénol Plomb et ses composés Cuivre et ses composés Zinc et ses composés Nickel et ses composés Etain et ses composés Fer, aluminium et composés Cadmium et ses composés Manganèse et ses composés Mercure et ses composés Arsenic et ses composés Fluor et composés Dichlorométhane AOX ou EOX 5 HAP (Benzo(a)pyrène + benzo(b)pyrène + Benzo(k)fluoranthène + Benzo(g,h,i) + Indeno(1,2,3-cd)pyrène)	Ponctuel	Annuelle	Annuelle

L'ensemble des résultats issus des analyses effectuées sur les effluents aqueux du site devra être transmis régulièrement à l'inspection via le portail MonAiot, sur l'application GIDAF, à la fréquence définie ci-dessus.

Article - 3.3.2 Résultats de analyses

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.1 Nature des mesures compensatoires

Thème	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
Air	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Camions contenant les déchets bâchés ou munis d'un filet Safecover ✓ Entretien et nettoyage des voies de circulation et des zones de stationnement ✓ Limitation de la hauteur de stock de déchets 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Limitation de la vitesse de circulation sur le site (20km/h) ✓ Utilisation des engins et véhicules conformes aux normes en vigueur ✓ Optimisation du transport des déchets ✓ Surveillance de la météo pour le chargement et déchargement des déchets susceptibles de générer des envols de poussières) ✓ Opération de mise en balles réalisée à l'abri des intempéries (sous bâtiment) ✓ Stockage de certaines matières à l'abris des intempéries 	Ramassage et nettoyage en cas d'envols
Eaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réseau de collecte de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. ✓ Plateforme totalement étanche (en dalle béton) ✓ Présence de bordure sur l'intégralité de la plate-forme ✓ Collecte et traitement de l'intégralité des eaux de ruissellement de la plate-forme ✓ Réseaux de collecte et équipements de traitement des eaux pluviales suffisamment dimensionnés ✓ Bassin de confinement des eaux de sinistre d'une capacité de 700 m³ ✓ Carburant stockés dans des cuves double peau ✓ Maintenance et entretien réguliers des engins et 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entretien régulier des équipements de gestion et traitements des eaux du site ✓ Contrôle de la qualité des rejets 	RAS

Thème	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
	<p>véhicules</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Plein des véhicules et engins effectué sur une surface étanche 		
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôle visuel des déchets lors de la réception (procédure de contrôle des déchets à l'entrée du site) ✓ Contrôle systématique de la radioactivité sur les déchets à l'entrée du site ✓ Zone de stockage des déchets totalement étanche ✓ Emplacement dédié pour chaque type de déchet ✓ Organisation des stockages de façon à éviter la stagnation d'eau dans les cases 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stockage des déchets dangereux dans bâtiment modulaire dédiée avec rétention intégrée ✓ Évacuation régulière pour limiter les stocks au strict minimum ✓ Traitement des déchets dans des filières adaptées 	RAS
Produits chimiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation du personnel ✓ Stockage sur rétention dans un local dédié ✓ Carburant stocké dans des cuves double peau ✓ Affichage de consigne environnement et de sécurité ✓ Respect des règles d'incompatibilité de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Voiries et aires d'approvisionnement en carburant du site reliées aux réseaux d'eaux pluviales et aux équipements de traitement ✓ Confinement d'éventuelle pollution 	RAS
Risque incendie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôle visuel des déchets de la réception ✓ Vidéosurveillance ✓ Installation de 3 caméras thermiques et alerte en cas de détection de point chaud ou de départ de feu ✓ Réalisation des exercices incendie à minima 1 fois /an ✓ Formation et sensibilisation du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réserve incendie 180 m³ ✓ Réserves d'inertes à proximité des déchets sensibles ✓ Déchets stockés dans des cases en blocs bétons servant de murs coupe-feu 2h ✓ Séparation des zones de stockage par des murs en blocs béton ✓ Extincteurs disposés au niveau de chaque zone de stockage. 	RAS

CHAPITRE 4.2 Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

CHAPITRE 5.1. Limitation des niveaux de bruit

Article 5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux mesures de bruit des ICPE, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Article 5.1.2 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.2. Mesures périodiques des niveaux sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans les 6 mois suivant l'obtention de l'autorisation environnementale, puis tous les 3 ans. Les résultats seront transmis à l'inspection des Installations classées. Celle-ci peut exiger de l'exploitant une mesure de bruit en cas de plainte ou sur simple demande. Les mesures sont réalisées au frais de l'exploitant.

Si au terme de 3 mesures de bruits consécutives, les niveaux de bruit générés par l'activité respectent toujours les valeurs limites réglementaire, la fréquence des mesures pourra être quinquennale, sur justification de l'exploitant auprès de l'inspection des Installations classées.

CHAPITRE 5.3. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 6.1. Conception des installations

Article 6.1.1 - Clôture de l'installation

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

Article 6.1.2 - Organisation des stockages

Zone	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Rétention
Zone de stockage 1	Matières dangereuses, liquides inflammables Fûts, GRV	Quantités maximales susceptibles d'être présentes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Biocarburant : 40 m³ ✓ Gazole : 15 m³ ✓ GNR : 2 m³ ✓ Huile moteur : 0,4 m³ ✓ AD BLUE : 2,5 m³ ✓ Liquide de refroidissement : 0,2 m³ ✓ Lubrifiant pour circuits hydrauliques : 1,5 m³ ✓ Lave glace : 0,22 m³ ✓ Produits de maintenance : 0,03 m³ ✓ Déchets dangereux : 49 tonnes (Dont 30 t d'amiante, 2 t de batteries et 17 t d'autres déchets dangereux) 	Les rétentions associées à ces stockages répondent aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Carburant en cuve double peau ✓ Huiles et produits dangereux stockés sur rétention
Zone de stockage 2	-	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déchets non dangereux : 6 730 m³ ✓ Métaux et ferraille : 450 m² (1 300 m³) ✓ Gravats et inertes : 100 m² (300 m³) ✓ Verre : 245 m³ 	Déchets stockés sur une plateforme étanche

Article 6.1.3 - Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 6.1.4 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès dégagé pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.

Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.

Article 6.1.5 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Le site dispose d'un bassin de rétention des eaux polluées recueillant l'intégralité des eaux de la plateforme en cas d'incident, d'une capacité de 700 m³. Une pompe de relevage en sortie de bassin permet de confiner manuellement le bassin en cas de sinistre. En cas de coupure générale d'électricité, la pompe de relevage est automatiquement coupée, entraînant un confinement des eaux dans le bassin de rétention ;

Les eaux polluées collectées sont analysées : en fonction des résultats, elles sont rejetées au milieu naturel ou pompées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les résultats des analyses et les bons d'élimination sont tenus à disposition de l'inspection des Installations classées.

CHAPITRE 6.2. Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Article 6.2.1 - Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 6.2.2 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Article 6.2.3 - Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Article 6.2.4 - Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant au dossier de demande d'autorisation environnemental susvisé est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande.

Ce document doit indiquer *a minima* l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.

Article 6.2.5 - Détection et surveillance (prescription applicable à partir du 01/01/2026)

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Article 6.2.6 - Rondes (prescription applicable à partir du 01/01/2026)

I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;
- b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Article 6.2.7 - Maîtrise des sinistres

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

CHAPITRE 6.3. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 6.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susvisé, complétés et précisés comme ci-après :

- d'une réserve totale d'eau de 180 m³, permettant de délivrer un débit de 60 m³/h pendant deux heures équipées de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ; le bon fonctionnement de ces équipements est périodiquement contrôlé, et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques en présence et judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 6.3.2 - Plan de défense incendie

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

CHAPITRE 7.1. Consignes d'exploitation

Article 7.1.1 - Consignes d'exploitation

Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.

Article 7.1.1 bis – Formation du personnel

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :
- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ;
- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.

Article 7.1.2 - Gestion des déchets réceptionnés

I. Admissibilité des déchets

Le site est autorisé à recevoir des déchets dangereux et non dangereux dont la nature est décrite à l'article 7.4.2.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité à leur admission. A ce titre, le site est équipé d'un dispositif de détection.

La liste des déchets acceptés sur le site est affichée de manière visible à l'entrée de celui-ci.

II. Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

III. Procédure d'admission

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubriques 2711, 2710-1 et 2718), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou

- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 3 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

IV. Procédure en cas de défaut de tri (prescription applicable au 01/01/2026)

Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités.

Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.

V. Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées par des marquages ou des affichages appropriés. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

En complément du registre des déchets entrants prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. (Applicable à compter du 1er janvier 2025)

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

VI. Opérations de tri des déchets

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Article 71.3 – Déchets sortants

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

I. Registre des déchets sortants.

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Article 71.4 – Déchets dangereux

I. Réception

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol, excepté pour les matériaux de construction contenant de l'amiante, qui peuvent être stockés au sol en big bags fermés et sur palettes filmées.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements

électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

II. Local de stockage

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. À tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

III. Stockage des huiles

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

IV. Amiante

Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés, étiquetés ou scellés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.

V. Stockage des batteries (prescription applicable au 01/01/2026)

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

VI. Déchets dangereux sortants

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7.1.5 – Déchets produits par l'installation

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

Article 7.1.6 - Traçabilité (prescription applicable au 01/01/2025)

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

CHAPITRE 7.2. Production de déchets sur site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets (dangereux / non dangereux)	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 01 01	Papier et carton
	20 01 39	Matières plastiques
	20 02 01	Déchets biodégradables (déchets verts)
	20 01 38	Bois
	20 03 01	Ordures ménagères
Déchets dangereux	16 06 01*	Batteries
	16 05 04*	Aérosols
	08 03 17*	Cartouches d'ancres
	15 02 02*	Absorbants et chiffons souillés
	15 01 10*	Emballages vides souillés
	13 02 05*	Huiles moteurs usagées
	13 05 02*	Boues provenant des séparateurs hydrocarbures
	13 05 07*	Eaux mélangées à des hydrocarbures provenant des séparateurs hydrocarbures

CHAPITRE 7.3. Gestion des déchets reçus par le site

Article 7.3.1 – Description des déchets entrants

Les principaux déchets acceptés sur le site sont les suivants :

	Type de déchets	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Amiante ✓ Batteries ✓ DEEE ✓ Autres Déchets industriels spéciaux (peintures, solvants, acides, bases, emballages vides souillés, huiles, ...) 	Les déchets proviennent principalement du département de la Loire et des départements limitrophes Saône-et-Loire, Rhône, Puy-de-Dôme, l'Allier et la Haute Loire) dans un rayon de 50 km environ autour du site.
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plâtre ✓ Déchets ultimes ✓ Encombrants de déchetteries ✓ Déchets verts ✓ Laine minérale ✓ Pneus ✓ Déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ✓ Plastiques ✓ Plastiques agricoles (plastiques ADIVALOR) ✓ Bois A ✓ Bois B ✓ Papiers /cartons ✓ Déchets issus de la collecte sélective ✓ Ferraille / métaux ✓ Gravats plâtrés ✓ Verre ménager ✓ Pare-brise ✓ Vitrage 	Les déchets proviennent principalement du département de la Loire et des départements limitrophes (Saône-et-Loire, Rhône, Puy-de-Dôme, l'Allier et La Haute Loire) dans un rayon de 50 km environ autour du site.
Déchets inertes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gravats ✓ Gravats terreux ✓ Faillance ✓ Terres 	Les déchets proviennent principalement du département de la Loire et des départements limitrophes Saône-et-Loire, Rhône, Puy-de-Dôme, l'Allier et la Haute Loire) dans un rayon de 50 km environ autour du site.

Les déchets interdits sont :

- FFOM
- Bouteilles de gaz
- Cadavres d'animaux
- DASRI et médicaments
- Explosifs, munitions ou autres objets pyrotechniques

CHAPITRE 7.4. Limitation du stockage de déchets sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none">✓ Plâtre : 130 m³✓ Déchets ultimes et encombrants : 192 m³✓ Déchets verts : 468 m³✓ Laine de verre : 30 m³✓ Pneus : 180 m³✓ Déchets d'éléments d'ameublement (DEA) : 400 m³✓ Plastiques y compris plastiques agricoles : 1 850 m³✓ Bois A : 260 m³✓ Bois B : 585 m³✓ Papiers /cartons : 1 100 m³✓ Déchets issus de la collecte sélective : 145 m³✓ Ferraille / métaux : 450 m² (1300 m³)✓ Déchets inertes (gravats, faillance, terre et déblais) : 100 m² (300 m³)✓ Verre ménager, pare-brise et vitrage : 245 m³
Déchets dangereux	<p>49 tonnes dont</p> <ul style="list-style-type: none">✓ 30 t d'amiante,✓ 2 t de batteries✓ et 17 t d'autres déchets dangereux

CHAPITRE 8.1. Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'installation

- Dans le cadre de la collecte des déchets ménagers, le site est autorisé à fonctionner du lundi au vendredi de 4h00 à 20h00 et occasionnellement le samedi de 4h00 à 13h00 (en cas de jour férié ou d'astreinte de déchetteries intercommunales). Les camions de la société SECAF CHAMFRAY sont autorisés à entrer sur le site entre 20h00 et 22h00 afin stationner après la collecte des déchets.
- Dans le cadre des activités de déchetterie professionnelle, de transit, tri et regroupement des déchets, et d'accueil du public sur site, le site est autorisé à ouvrir du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.
- Les activités de tri, transit, manutention, traitement de déchets, ainsi que tout autre activité générant des nuisances acoustiques, ne sont pas autorisées de 20h30 à 7h00 du matin, ainsi que lors des week-ends.
- L'exploitant dispose d'un registre des plaintes. Celui-ci doit être tenu à jour. Il recense la date et l'objet de la plainte. Une analyse des causes ainsi que des actions correctives doivent être effectuées par l'exploitant et renseignées dans ce registre.
- La quantité cumulée des déchets dangereux classés en rubriques 2710-1 et 2718 ne doit pas être supérieure à 49 T.

CHAPITRE 8.2. Prescriptions particulières liées au bruit généré par le site

- Une surveillance renforcée des émissions sonores de l'installation est prescrite au travers de la réalisation de campagnes de mesures acoustiques :

- une fois dans les 6 premiers mois suivant l'obtention de l'autorisation environnementale,
- puis une fois tous les 3 ans suivant la réalisation de la première mesure.

Si au bout de 3 mesures consécutives, les niveaux de bruits sont toujours conformes, l'exploitant pourra demander à l'inspection de faire réaliser ces mesures à une fréquence quinquennale.

Celles-ci devront être réalisées dans les conditions de fonctionnement pouvant induire le maximum de nuisances sonores. Une carte des points de mesure de bruit est annexée au présent arrêté.

Ces mesures réalisées à une fréquence rapprochée au démarrage de l'installation permettront de définir en tant que de besoin les mesures supplémentaires nécessaires pour limiter les nuisances sonores.

CHAPITRE 8.3. Prescriptions particulières liées au stockage des déchets sur site

- Afin de limiter le risque de propagation d'un incendie sur le site, l'exploitant est tenu de limiter le volume de déchets stockés dans le local presse à balles à un nombre inférieur à 20 m³.
- La hauteur minimale des cases de stockage de déchets inflammables, et en particulier celles situées à côté du local presse à balles, devra être de 4 mètres sauf pour les zones dont la rehausse présente un obstacle pour la détection incendie par caméras thermographiques. Pour ce faire, l'installation d'une rehausse sur l'ensemble de ces cases de stockage de déchets sera effectuée

dans les 6 mois suivant l'obtention de l'autorisation environnementale. L'exploitant devra démontrer que ces équipements ont bien été mis en place lors de l'inspection du site.

CHAPITRE 8.4. Surveillance et protection du site contre l'incendie

- L'ensemble des équipements de surveillance thermique (dômes et caméras, alarme en cas de dépassement de seuil de température dans les cases de stockage de déchets et de bennes non couvertes) du site décrit par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation devra être mis en place dans les 6 mois suivant l'obtention de l'autorisation environnementale.
- La citerne de 60 m³ devra être positionnée en veillant à ce que tout point de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un point d'eau d'incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h. L'exploitant dispose d'un délai allant jusqu'au 31 décembre de l'année de signature de l'arrêté pour installer cet équipement.
-
- La citerne de 60 m³ devra être éloignée de plus de 10 mètres du bâtiment d'accueil ;
- L'exploitant prévoira une sortie de diamètre 100 mm avec tenons en position haute et basse ;
- Le site devra permettre la mise en station des engins pompes par la création d'une plate-forme de 32 m² (8 m x 4 m) présentant une résistance au sol suffisante (force portante de 160 kN) et desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu ;
- La hauteur d'aspiration sera limitée à 6 mètres ;
- La réserve sera signalisée au moyen d'une pancarte toujours visible et précisant sa capacité ;
- Un système d'auto-remplissage (même à débit réduit) sera prévu ;
- L'équipement de DECI devra faire l'objet d'une visite de réception, organisée sous la responsabilité de la commune ou du pétitionnaire, en présence d'un représentant du service public de la DECI et des sapeurs-pompiers du secteur d'intervention.

Sauf mention contraire, l'ensemble de ces prescriptions devra être appliqué par l'exploitant dans un délai de 6 mois suivant la signature de l'arrêté d'autorisation.

CHAPITRE 9.1. Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 9.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté devant la juridiction administrative.

le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

CHAPITRE 9.3. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Vougy du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vougy pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale d'un mois.

CHAPITRE 9.4. Exécution

Le Sous-préfet de Roanne, le Directeur départemental des territoires de la Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Vougy et à la société SECAF CHAMFRAY.

Saint-Etienne, le 21 FEV. 2025

Le Préfet

Alexandre ROCHATTE